

Europe's disappearing middle class?

Evidence from the world of work

Les classes moyennes en Europe en voie de disparition?

Evidences en provenance du monde du travail

Rédigé par Daniel Vaughan-Whitehead

À l'échelle internationale, les débats ont récemment porté sur la hausse des inégalités et ses effets néfastes au plan économique et social, au moment où les inégalités de revenu ont atteint leur niveau record ces cinquante dernières années. Cet ouvrage aborde pour la première fois les inégalités de revenu sous deux angles: tout d'abord, en identifiant les éléments et les tendances du monde du travail qui ont pu contribuer aux inégalités de revenu et, deuxièmement, en abordant les inégalités du point de vue des différentes catégories de revenu – et pas seulement des deux extrêmes, le sommet et la base – et en particulier du point de vue des catégories à revenu intermédiaire, que l'on qualifie généralement de «classe moyenne».

Pour préparer cet ouvrage, l'OIT et la Commission européenne ont chargé un groupe d'experts de haut niveau de conduire cette recherche (à travers une collecte de statistiques et des études de cas) et de fournir des données sur les tendances générales relatives aux inégalités et aux catégories à revenu intermédiaire et sur leurs relations avec le monde du travail.

Le livre est composé de 13 chapitres consacrés chacun à un pays et d'un chapitre introductif proposant une analyse comparative. Il examine diverses questions: La hausse des inégalités de revenu et une polarisation accrue conduisent-elles à l'érosion des classes moyennes? Au cours des vingt dernières années, quelles sont les grandes transformations du monde du travail qui ont pu influencer la classe moyenne? Comment les classes moyennes ont-elles été affectées par la crise économique et financière? Quelles sont les forces à l'œuvre dans le monde du travail à même de limiter, voire de réduire, les inégalités de revenu à l'avenir?

Principaux résultats: Croissance et érosion de la classe moyenne

Dans la plupart des pays européens, la classe moyenne a connu une croissance rapide dans les années 80 et 90. Le taux d'activité a augmenté au fil du temps et a représenté un facteur déterminant de l'essor des classes moyennes. En particulier, la hausse de la participation des femmes au marché du travail au cours des années 80 et 90 a fondamentalement modifié le nombre d'adultes actifs dans les ménages et a aussi par là augmenté la probabilité d'appartenir à la classe moyenne. En Espagne par exemple, le taux d'activité des femmes est passé de 29 pour cent en 1986 à 53 pour cent en 2014, à travers une croissance relativement régulière. Plusieurs rapports nationaux confirment que le développement d'un modèle de ménage à double revenu a contribué à augmenter la taille de la classe moyenne aux Pays-Bas, au Portugal, en Espagne, en Suède et dans nombre d'autres pays.

Au cours des vingt dernières années, une rapide expansion de l'emploi dans le secteur public a également alimenté une forte croissance de l'emploi au sein de la classe moyenne. Le secteur public accueille de nombreuses professions traditionnellement associées à la classe moyenne – tels que les enseignants, médecins et fonctionnaires.

Dans le même temps, la dernière décennie semble avoir érodé la classe moyenne. L'expansion du nombre de ménages à revenu intermédiaire inférieur au niveau médian des revenus est flagrante dans la plupart des pays. L'évolution de la structure des emplois et professions et d'autres facteurs liés à la récente crise économique et financière, comme de nouvelles hausses du chômage, chez les jeunes en particulier,

ont prolongé la modération ou la baisse des salaires réels et entraîné la réforme des institutions de dialogue social. En outre, des coupes dans les effectifs et les salaires du secteur public ont contribué à cette érosion. Les contrats à temps partiel ‘involontaires’ subis dans presque toutes les professions, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, ont aussi pris beaucoup d’ampleur depuis la crise. Comme le décrivent plusieurs chapitres nationaux, une sorte de cercle vicieux s’est formé: la crise a affaibli les classes moyennes et, par ricochet, a réduit la demande globale, aggravant et prolongeant ainsi la récession.

Certaines professions qui incarnaient traditionnellement les classes moyennes, les enseignants par exemple, n’appartiennent plus systématiquement aux catégories à revenu intermédiaire. Dans le secteur public, les contrats temporaires se sont rapidement multipliés à travers toute l’Europe. La sécurité de l’emploi n’est plus la norme dans le secteur public qui ne semble plus constituer un levier de croissance de l’emploi pour la classe moyenne, comme c’était le cas auparavant.

Les femmes ont été particulièrement touchées par ce phénomène. Le secteur public n’est pas seulement une source majeure d’emploi pour les femmes, il offre aussi de nombreux postes aux femmes hautement qualifiées si bien que les processus décrits ci-dessus ont directement affecté le modèle de ménage à deux revenus et la croissance de la classe moyenne. La réduction de l’offre de services publics, et parfois de leur qualité, touche aussi les classes moyennes qui sont traditionnellement en demande de ce type de services, en particulier les femmes qui souhaitent continuer à travailler.

Plusieurs chapitres montrent combien un taux très élevé de chômage parmi les jeunes peut réduire leur probabilité d’appartenir à la classe moyenne, et contribuer ainsi à creuser un fossé entre les générations. À l’inverse, un niveau moindre de chômage des jeunes, tel que constaté en Belgique et en Allemagne, peut aider les jeunes générations à obtenir ou à conserver leur statut au sein de la classe moyenne.

La situation des travailleurs âgés a aussi eu un impact. Les taux d’emploi des 55-64 ans ont augmenté au cours des dix dernières années. La sortie plus tardive de la carrière professionnelle entraîne un allongement de la vie professionnelle et permet de préserver leur appartenance à la classe moyenne.

Les conclusions des experts établissent clairement un lien direct entre l’aggravation des inégalités de revenu et l’érosion des catégories à revenu intermédiaire

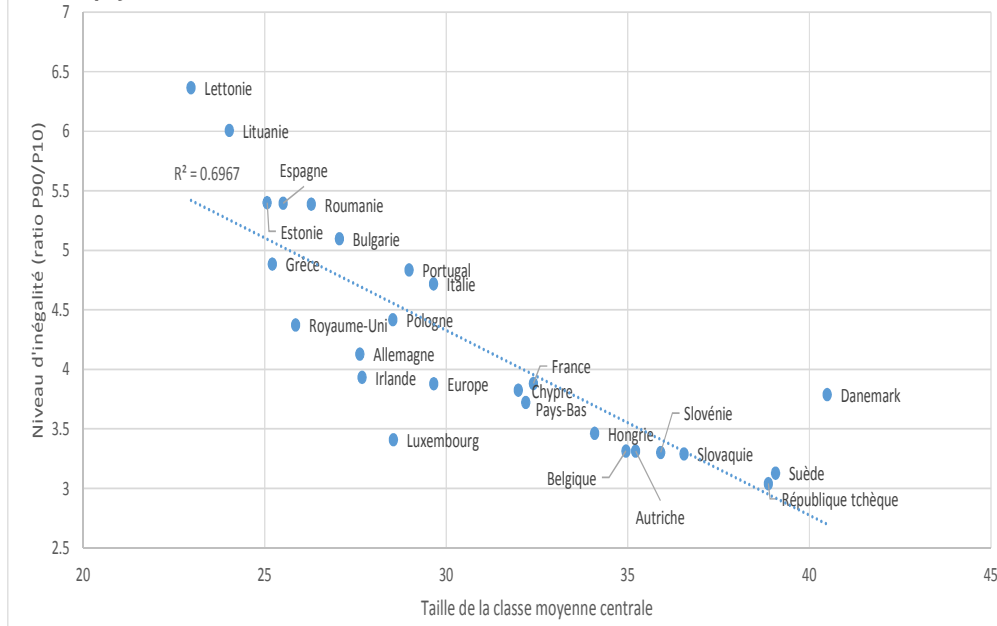
Le lien entre polarisation et classe moyenne

Les conclusions des experts établissent clairement un lien direct entre l’aggravation des inégalités de revenu et l’érosion des catégories à revenu intermédiaire, confirmant donc l’impérieuse nécessité de s’attaquer aux inégalités en s’intéressant aussi à ce qui arrive à la «classe moyenne». Le graphique ci-dessous montre une corrélation directe (comme le montre la ligne rouge et un R^2 ou coefficient de détermination de 0,71 pour 2011) entre le niveau des inégalités de revenu et la taille de la classe moyenne. L’ouvrage détecte aussi une corrélation directe entre les tendances suivies par ces deux indicateurs au cours du temps. Sur cette base, nous pouvons prévoir que la hausse des inégalités, récemment présentée par nombre d’organisations internationales (OCDE, FMI, OIT et CE), s’est certainement accompagnée d’une érosion de la classe moyenne.

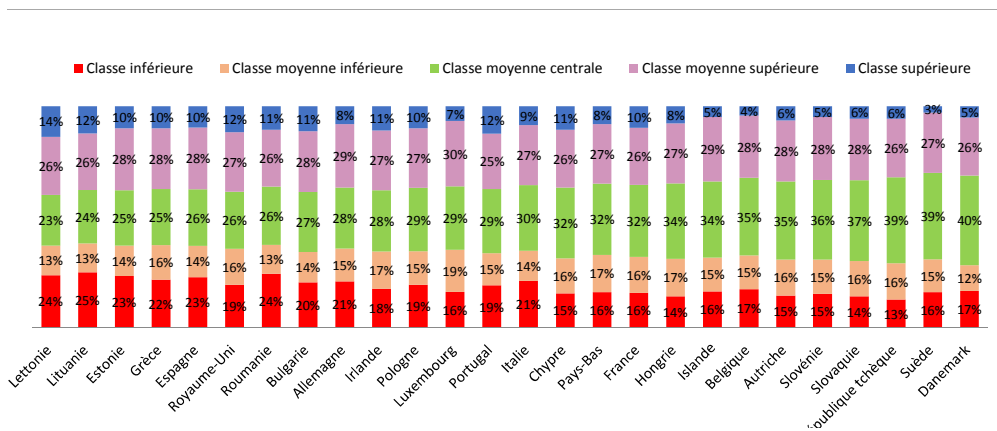
Une autre relation ressort de ces données, entre le déclin de la classe moyenne et sa taille d’origine.¹ En Europe, la taille de la classe moyenne de base varie considérablement d’un pays à l’autre, de 23 pour cent en Lettonie à 40 pour cent au Danemark (2011). La comparaison entre pays de l’UE montre que la classe moyenne est nettement plus nombreuse dans les pays Nordiques – Danemark et Suède – et plus restreinte aussi bien dans le Sud (Grèce et Espagne) qu’en Europe centrale et orientale (Estonie, Lettonie et Lituanie).

¹ Dans l’ensemble de la distribution, nous mesurons la taille de la classe moyenne grâce à trois catégories de revenu intermédiaire: intermédiaire inférieur (moins de 60 à 80 pour cent du revenu médian), intermédiaire central (80 à 120 pour cent) et intermédiaire supérieur (120 à 200 pour cent), auxquelles s’ajoutent les deux autres extrêmes, à savoir la catégorie des bas revenus (moins de 60 pour cent) et celle des haut revenus (plus de 200 pour cent).

Graphique 1. Corrélation entre le niveau des inégalités et la taille de la classe moyenne dans certains pays de l'UE, 2011 (R²=0,71)



Graphique 2. Taille des catégories de revenu en fonction du revenu net des ménages dans certains pays de l'UE, 2011



Les politiques publiques et les institutions peuvent changer les choses

Etant donné l'importance du taux d'activité, toutes les mesures contribuant à augmenter la participation au marché du travail ont tendance à conforter directement la stabilité voire la croissance de la classe moyenne. Par exemple, le recours à la formation professionnelle et aux dispositifs de chômage partiel dans plusieurs pays de l'UE au cours de la récente crise a contribué à limiter le chômage et aidé les jeunes générations à conserver les moyens d'accéder à la classe moyenne.

De la même manière, la tendance à la polarisation des emplois mentionnée dans cet ouvrage plaide en faveur d'un ambitieux programme de modernisation afin que les employés acquièrent les compétences nécessaires pour répondre aux besoins du marché du travail. La Suède et l'Allemagne proposent des avancées intéressantes à cet égard.

Les relations professionnelles jouent un rôle particulier comme moyen d'influencer le monde du travail et donc les inégalités. Même si les systèmes de relations professionnelles sont

La résilience des relations professionnelles apparaît comme l'une des principales raisons du relativement faible niveau d'inégalités et de la meilleure stabilité de la classe moyenne dans certains pays

très différents entre, par exemple, la Belgique, la France et les Pays-Bas, leur résilience dans ces trois pays apparaît comme l'une des principales raisons du relativement faible niveau d'inégalités et de la meilleure stabilité de la classe moyenne.

Inversement, l'affaiblissement de plusieurs mécanismes de dialogue social depuis la crise commence à avoir un impact direct sur le monde du travail, avec des répercussions significatives sur les inégalités et la classe moyenne. Les transformations à long terme des relations professionnelles et des marchés du travail peuvent aussi expliquer la croissance des bas salaires et l'érosion de la classe moyenne. Dans ce contexte, les politiques de salaire minimum contribuent à élever le niveau de revenu de ceux qui se trouvent au bas de l'échelle salariale et facilitent la progression des ménages vers les catégories intermédiaires.

Les mécanismes de fixation des salaires et de négociation salariale semblent aussi jouer un rôle. Tandis que la suppression du mécanisme d'indexation des salaires en Italie au début des années 1990 s'était accompagnée d'une poussée immédiate des inégalités, la préservation du système d'indexation en Belgique semble avoir contenu les inégalités et stabilisé la classe moyenne. Dans plusieurs pays, les mécanismes d'extension des conventions collectives et la négociation collective coordonnée ont aussi contribué à renforcer la cohérence de l'échelle salariale et à réduire les inégalités entre les deux extrêmes. Cela devrait inciter les responsables politiques à réfléchir davantage à ces mécanismes qui ont pu être suspendus au cours des dernières années. Plus généralement, le rôle des partenaires sociaux dans les négociations collectives, au niveau national comme au niveau de l'UE, peut contribuer à générer une redistribution plus juste et efficace des gains de productivité aux niveaux des pays, des secteurs et des entreprises.

Le secteur public doit être considéré d'un double point de vue, comme une source majeure d'emplois et de revenus et comme un fournisseur de services publics, deux dimensions importantes pour les diverses catégories de revenu, y compris la classe moyenne. Nous avons vu par exemple comment les dispositifs de garde d'enfants avaient facilité l'activité professionnelle des femmes et favorisé l'essor du modèle de ménage à deux revenus. Les prestations de soins aux personnes âgées constituent aussi un important gisement d'emplois pour satisfaire les besoins d'une population vieillissante tout en procurant du travail à un nombre considérable de personnes, surtout aux femmes.

D'autres institutions et politiques publiques en dehors du monde du travail ont aussi grandement contribué aux résultats obtenus en matière d'inégalités et de classe moyenne. Ainsi, des politiques fiscales efficaces sont indispensables pour éviter l'essor des deux extrêmes et pour réduire les inégalités, tout en augmentant les classes moyennes. Les différents chapitres de cet ouvrage mettent aussi en évidence l'importance de l'éducation pour favoriser l'évolution des jeunes vers les catégories à revenu intermédiaire ou supérieur, même si les études supérieures ne constituent plus un atout suffisant pour préserver les classes moyennes du chômage et de l'insécurité financière. Les services publics influencent aussi les classes moyennes, en leur qualité de salariés mais aussi d'usagers, et doivent donc faire partie intégrale de cette équation.

L'érosion des classes moyennes est inquiétante d'autant plus qu'elle frappe les jeunes de plein fouet et creuse un fossé entre les générations – ce qui nous impose de prendre des initiatives de politiques. Le creusement des inégalités et la disparition progressive des classes moyennes exigent des politiques ciblées destinées à stopper ce processus. Cet ouvrage montre comment de telles initiatives doivent être prises dans le monde du travail, mais aussi dans des domaines connexes tels que la fiscalité, l'éducation et la protection sociale. Cela appelle à un programme de politiques renouvelé et ambitieux, qui ciblerait expressément la classe moyenne et permettrait d'engendrer tout à la fois une croissance économique durable et une amélioration des niveaux de vie.

Europe's disappearing middle class?
ISBN 978-92-2-130381-7

Département de la communication et
de l'information publique

Bureau international du Travail

4 route des Morillons, 1211 Genève
22, Suisse

Pour plus d'information, visitez notre
site web www.ilo.org

Copyright © Organisation internationale du Travail

Ce résumé ne constitue pas un document officiel de l'Organisation internationale du Travail. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIT. Les désignations utilisées n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Le texte peut être librement reproduit, à condition d'en mentionner la source.